**LETTRE DE DEMANDE DE SUBVENTION DU CHEF DE FILE**

MP-V02\_2024

Je soussigné(e),

[***Prénom et Nom du représentant légal de l’organisme Chef de file],***

***Fonction :***

représentant,

***[Nom légal complet de l'organisme partenaire][[1]](#footnote-1)***

***[Forme juridique officielle]***

***[N° d’enregistrement légal] (N° SIREN, n° de registre lors de la déclaration en Préfecture pour les associations)***

***[Adresse officielle complète de l’établissement principal]***

* Accepte la fonction de Chef de file et les obligations qui en découlent ;
* Certifie le respect des critères spécifiques qui s’appliquent au bénéficiaire chef de file (point 4 de l’appel à projets)[[2]](#footnote-2) :
	+ Exister depuis trois ans à minima à la date de clôture de l’appel à projets : [***date de création de l’organisme***] ;
	+ Disposer de personnel salarié au moment du dépôt du dossier (personnel avec contrat à durée indéterminé ou déterminé) :
		- *[****n° personnes en CDI]***
		- ***[n° personnes en CDD]***
* Atteste ***[choisir une des deux options]****:*
	+ **N’avoir pas participé** en tant que partenaire à des projets financés par le Programme ALCOTRA 2014-2020 et 2021-2027 ;
	+ **Avoir participé** en tant que partenaire à des projets financés par le Programme ALCOTRA 2014-2020 et 2021-2027 : ***[Acronyme du/des projet(s)]***
* Approuve le projet de coopération transfrontalière intitulé ***[Titre du projet]*** et son contenu tel que présenté dans le formulaire de candidature Synergie CTE ;
* Approuve le coût total du projet pour un montant de ***[Coût total du projet en €]***ainsi que son plan de financement tel que présenté dans le formulaire de candidature Synergie CTE ;
* Sollicite au nom du partenariat et pour la totalité du projet une subvention au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre du Programme de coopération Interreg VI-A France-Italie ALCOTRA 2021-2027 pour un montant de ***[Montant total FEDER demandé en €]*** ;
* M’engage au nom du partenariat à garantir l’autofinancement nécessaire à la réalisation du projet ;
* Engage mon organisme à adopter tout acte prévu par le statut pour approuver la participation et l’autofinancement nécessaire ;
* Certifie ne pas avoir sollicité d’autres financements européens pour la réalisation du projet ;
* Certifie l’exactitude des informations contenues dans le dossier de candidature ;
* Confirme qu’aucune activité du projet représente une duplication de travaux déjà effectués ;
* Atteste que l’opération susmentionnée n’est pas achevée au moment du dépôt ;
* Certifie que l’opération respecte le droit communautaire applicable ainsi que les droits nationaux français et italiens ;
* Atteste de la régularité fiscale et sociale de mon organisme ;
* Certifie que mon organisme ne fait pas l’objet d’une procédure liée à des difficultés économiques ;
* M’engage à prendre toute mesure visant à garantir l’absence de conflit d’intérêt sur le projet ainsi qu’à lutter contre tout risque de fraude ;
* M’engage à respecter les principes horizontaux définis à l’article 9 du règlement (UE) 2021/1060 ainsi que ceux de la Charte des Droits fondamentaux de l’Union européenne ;
* En cas d’infrastructure ou d’investissement productif, m’engage, au nom du partenariat, à assurer la pérennité de l’opération pour une période de 5 ans à partir du paiement final conformément à l’article 65 du règlement (UE) 2021/1060 ;
* M’engage à ce que l’opération ne comprenne pas de dépenses soutenant une délocalisation conformément à l'article 66 du règlement (UE) 2021/1060 ;
* M’engage, au nom du partenariat, à tenir une comptabilité séparée ou à utiliser des codes comptables appropriés pour toutes les transactions relatives à l’opération ;
* M’engage à respecter les dispositions en matière de publicité communautaire prévues par le Programme ALCOTRA et les règlements communautaires ;
* Autorise la gestion des données personnelles conformément aux règlements (UE) 2018/1725 et 2016/679 ;
* M’engage à conserver toutes les pièces justificatives, tant techniques que financières, du projet pendant une période de 5 ans à compter du 31 décembre de l’année au cours de laquelle l’Autorité de gestion versera le dernier paiement, conformément à l'article 82 du règlement (UE) 2021/1060.

***[Prénom et Nom du représentant légal de l’organisme Chef de file],[[3]](#footnote-3)***

***Fonction :***

***[Signature]***

Fait à ***[lieu], [date]***

1. Veuillez reporter les informations telles qu’elles figurent sur l’avis de situation Sirene/INSEE (https://avis-situation-sirene.insee.fr/). [↑](#footnote-ref-1)
2. Lors de l’instruction, des pièces complémentaires pourront être demandées à support de la déclaration des critères spécifiques. [↑](#footnote-ref-2)
3. Dans le cas où la demande de subvention n’est pas signée par le représentant légal, veuillez joindre une délégation de signature. [↑](#footnote-ref-3)